

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui pour ce moment de réflexion et d'échanges.

Alors que notre époque est traversée par des crises majeures, il est en effet plus que jamais nécessaire de prendre le temps de la réflexion, du débat et du dialogue.

.../...

La question de la gouvernance, que vous avez choisie de placer au cœur de ces journées, me paraît essentielle. Voilà en effet des siècles que nos sociétés se développent sans prendre en compte le contexte "environnemental" qui évolue considérablement, en particulier depuis quelques décennies.

Les problèmes environnementaux transcendent les frontières. Ils ne pourront être résolus si l'on se limite à une approche nationale, régionale ou locale.

.../...

Il nous faut donc accepter de revoir nos modèles de gouvernance.

De fait, jamais notre empreinte sur notre planète n'a été aussi importante. Je ne citerai que quelques chiffres que beaucoup d'entre vous connaissent sans doute déjà : les hommes ont consommé au cours du seul XX<sup>e</sup> siècle plus d'énergie que durant les 1.000 ans précédents, la richesse mondiale a été multipliée par 120 au cours des 5 derniers siècles, et la population mondiale augmente depuis 1950 à un rythme 10.000 fois plus élevé qu'au cours de la période qui a précédé l'économie de l'agriculture.

.../...

Le résultat est, selon les experts du Global Footprint Network, qu'aujourd'hui même 27 septembre, l'humanité aura consommé l'ensemble des ressources que la Terre peut générer en un an.

A partir d'aujourd'hui, et jusqu'à la fin de l'année, toute notre consommation de ressources naturelles se fera donc à crédit. Je vous rappelle, pour mémoire, qu'il y a dix ans, ce seuil était franchi au mois de novembre.

.../...

Tout cela entraîne des conséquences profondes sur notre environnement. Le climat est désormais en proie à des bouleversements accélérés dont la cause largement anthropique n'est aujourd'hui plus contestée par les scientifiques de bonne foi. Les réserves en hydrocarbures classiques atteignent bientôt leurs limites, obligeant l'homme à en rechercher des sources "non conventionnelles" au prix, en l'état des technologies actuelles, de dommages environnementaux considérables. La biodiversité est en péril et l'eau elle-même demeure ou redevient un problème dans de nombreuses régions du monde.

.../...

C'est que l'homme n'a pas compris que son comportement pouvait avoir sur l'équilibre de la planète des effets considérables : c'est ce que certains expriment en qualifiant notre ère d'anthropocène.

Paradoxalement, notre quête de puissance nous a donc rendus plus tributaires d'une nature que nous avons négligée, voire méprisée

Conscients désormais de la fragilité du monde et de notre propre vulnérabilité, nous devons maintenant apprendre à vivre différemment. Apprendre à nous déplacer, à consommer, à travailler, à nous nourrir différemment.

.../...

Ces problématiques nouvelles impliquent essentiellement, je crois, d'accepter de limiter notre autonomie, de reconnaître notre dépendance aux éléments, et d'amender notre vision du monde.

Le premier bouleversement à accomplir est un changement d'échelle de temps.

Il nous faut d'abord penser désormais aux conséquences à long terme de nos actions. Ce sont notamment ce que l'on appelle depuis le sommet de Rio le développement durable - dont chacun connaît la définition - et le principe de précaution, c'est-à-dire l'impératif de ne rien faire qui soit susceptible de causer des dommages irréversibles à l'environnement. Mais cela va bien au-delà de ces principes.

Il s'agit en effet d'une exigence d'adaptation plus globale, d'autant plus difficile que nous sommes confrontés à des mécanismes complexes, puisque l'atmosphère, comme les mers, mettent parfois des siècles à réagir aux pollutions. Ainsi, nos émissions de gaz carbonique ont été multipliées par 14 depuis un siècle, mais nous n'observons encore qu'une augmentation de 40 % du CO2 dans l'atmosphère.

Nous ne voyons donc que les signes avant-coureurs des phénomènes à l'œuvre, nous ne percevons pas pleinement l'ampleur des problèmes et nous tardons à nous mobiliser.

.../...



La prise en compte du long terme ne peut être une exigence secondaire.

Il est urgent de prendre conscience de la situation, au-delà de l'instant présent.

Le deuxième bouleversement à accomplir est un changement d'échelle géographique.

Chacun de nos choix est lourd de conséquences pour toute la biosphère, car l'ensemble de la planète est affecté par les atteintes à l'environnement. Aussi minime soit-elle en apparence, chaque parcelle de notre patrimoine naturel est donc potentiellement en péril et à ce titre doit être préservée.

.../...

Il faut donc poursuivre une coopération étroite entre les Etats et renforcer encore le système multilatéral, seul à même de garantir le respect des intérêts de tous. Il faut aussi prêter une plus grande attention aux signaux qui montent jusqu'à nous, des ONG, des entreprises, des sociétés civiles.

Pour mettre en place une gouvernance adaptée aux enjeux de ce siècle, il nous incombe donc d'élargir notre horizon, de voir au-delà de nos intérêts, d'apprendre à penser avec les autres.

C'est évidemment une tâche très vaste et pourtant, je crois que des progrès sont possibles.

.../...

Pour tracer les pistes de ce que peut être une gouvernance adaptée aux impératifs écologiques, je voudrais

donc partir d'un exemple très concret : celui des océans, qui concentrent aujourd'hui la plupart des périls menaçant notre planète.

Nous connaissons les faits : la surpêche, le développement des transports, les forages sous-marins, la pollution tellurique ou accidentelle, l'impact de l'évolution climatique, le réchauffement et l'acidification des eaux qui entraînent ou vont entraîner des dégâts considérables, face auxquels nos outils d'action demeurent trop limités.

.../...

Quelles réponses concrètes apporter à de tels défis ?

Celles de la négociation et du droit, bien sûr. Celle d'un nécessaire statut de la haute mer apte à répondre aux défis de ce temps, à intégrer une responsabilité globale et une vision de long terme, au moyen, notamment, de la sanctuarisation d'un pourcentage raisonnable de la surface maritime.

Et pourtant, quand bien même nous parviendrions à faire évoluer le droit dans le cadre des Nations Unies, au prix de lourdes négociations, un traité ne saurait suffire à régir les deux tiers de la surface de notre planète. D'autant qu'il nous faut aller vite. .../...

Pour avancer efficacement, il nous faut donc commencer par des outils plus souples, plus locaux, plus expérimentaux. Je pense, par exemple, aux aires marines protégées, ces zones de préservation et de régénération des ressources naturelles qui ont déjà fait leurs preuves.

Leur succès tient à trois facteurs. Un intérêt écologique, bien sûr, mais aussi un intérêt économique, la création de zones interdites à la pêche permettant d'accroître les stocks, et un intérêt culturel lié à l'activité scientifique, touristique et pédagogique qui s'y développe.

.../...

En Méditerranée, le sanctuaire PELAGOS créé par Monaco, la France et l'Italie, offre ainsi l'exemple d'une action efficace. Ailleurs dans le monde, d'autres zones sanctuarisées poursuivent avec succès le même objectif.

Mais ces aires marines protégées ne représentent que 0,1 % de la surface marine, quand 10 % de surfaces terrestres font l'objet de mesures de protection ! Il nous faut donc trouver des moyens de les développer.

Pouvons-nous imaginer la création d'aires marines protégées dans les eaux internationales ? Pouvons-nous réserver des espaces marins entiers à la science en y suspendant toute activité commerciale, comme c'est le cas en Antarctique ?

J'ai lancé une réflexion à ce sujet lors de la seconde édition de la Monaco Blue Initiative, qui réunit à Monaco responsables politiques, scientifiques et entreprises. Cette

réflexion est ouverte, je vous la soumets aujourd'hui et j'espère que vous y contribuerez.

Car pour cette question, comme pour toutes celles qui traitent des enjeux globaux, il faut agir dans le dialogue, en associant le plus d'acteurs possibles, comme nous le faisons aujourd'hui. Nul ne saurait se croire capable de régler seul ce type de problèmes.

C'est dans cet esprit que j'ai moi-même créé, depuis 2006, une Fondation dont l'objectif est complémentaire de l'action de l'Etat monégasque. .../...

Dédiée à trois domaines principaux, le changement climatique, la biodiversité et l'eau, cette Fondation aujourd'hui active sur tous les continents ne cherche pas à se substituer à la politique, mais vient en complément naturel, dans une logique de partenariat. C'est également cette logique de partenariat qui nous fait systématiquement agir en association avec des acteurs locaux et de grandes ONG.

C'est cela, je crois, la nouvelle gouvernance qu'il nous faut développer : un mode d'action et de décision qui ne soit pas univoque, et sûrement pas autoritaire. Dans des domaines qui exigent l'assentiment et la participation de tous, cette gouvernance devra être souple et imaginative, ouverte et participative.

.../...



Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Malgré l'ampleur de la tâche, malgré les doutes qui nous assaillent, je crois que nous nous trouvons dans une situation plus propice que jamais pour conduire une action déterminée.

Parce que nous savons, parce que partout des voix s'élèvent pour réclamer un autre rapport à la nature, c'est-à-dire à l'espace et au temps.

.../...

Elle est notre force. A nous de savoir la mettre en œuvre, en prenant soin de multiplier les échanges, en associant les opinions publiques, en avançant de manière souple et concertée. N'oublions jamais la belle formule du Philosophe anglais Francis Bacon : « On ne commande à la nature qu'en lui obéissant ».

Je vous remercie.